

Édito

“M. Valls, il faut remettre de l'ordre dans la maison France !”



Impôts, pouvoir d'achat, éducation... une rentrée qui fait mal. Il faut entendre la voix des Français !

Malgré une modification du mode de scrutin que la gauche avait votée il y a un an pour y conserver le pouvoir, le Sénat a changé de majorité. L'ampleur de la défaite de la gauche sonne comme un désaveu personnel pour François Hollande et Manuel Valls. **Et ce n'est pas un hasard !** Les Français subissent un matraquage fiscal sans précédent. Le déficit ne cesse de déraper. Les prévisions de croissance sont régulièrement revues à la baisse. Le chômage, dont la courbe devait s'inverser en 2013, explose. **L'échec de la politique conduite depuis mai 2012 est sans appel.**

À cette cure d'austérité à laquelle sont soumis les Français, s'ajoute une pression de plus en plus forte sur les collectivités. Elles sont pourtant les principales sources d'investissement public, donc d'activité économique et donc d'emploi... **Et comme si cela ne suffisait pas de s'attaquer, entre autres, aux familles, le gouvernement s'est attaché avec la réforme des rythmes scolaires à désorganiser leur vie.**

Le gouvernement est sourd aux préoccupations des Français. Il s'est réfugié dans une idéologie dépassée. **Les Français ne sont pas contre les réformes. Ils en ont juste assez des abus. Ils se désespèrent de ne pas être écoutés. Ils veulent que les valeurs de la France soient respectées et que l'autorité républicaine soit rétablie.** En deux ans et demi, nous sommes passés d'un « *Moi Président, proche du peuple, capable de le comprendre* » à un Président éloigné des réalités quotidiennes, déconsidéré, sans cap.

En tant qu'élu de la Nation, une et indivisible, j'ai le devoir de porter ces principes républicains auxquels nous sommes attachés, de les défendre, de rappeler le devoir d'écoute et de pragmatisme qui doit aujourd'hui prévaloir. C'est tout le sens des propositions que je fais valoir et des combats que je mène.

Quand la colère s'exprime, il ne faut pas se boucher les oreilles. Il faut agir, faire preuve de responsabilité et de courage. L'opposition doit se mobiliser.

Avec toute ma détermination

Franck MARLIN

Gaspillage de l'argent public État, Région, Conseil général de l'Essonne : les choix inquiétants des majorités de gauche

▶ **Le Conseil général de l'Essonne** refuse d'aider les maraîchers et les agriculteurs dont les récoltes ont été dévastées par les intempéries, il revient sur les subventions allouées aux produits du terroir, au tourisme, aux associations du département, aux personnes en difficulté, aux transports scolaires... Mais le Conseil général débloque de l'argent pour Gaza, pour des expositions en Chine...

▶ **Au Conseil régional d'Île-de-France**, les usagers franciliens attendront pour avoir de meilleures conditions de transport... La majorité préfère donner 180 000 € pour un lieu de détente à Madagascar, près de 90 000 € pour une application à Rio, 5 000 € pour accompagner des personnes ayant des problèmes pour parler en français et qui souhaitent s'expatrier en France, ou 2 millions d'euros pour un logiciel informatique qui ne fonctionne pas...

▶ **Le gouvernement ponctionne à n'en plus finir** les retraités, les salariés, les familles... Il met principalement les communes et leurs groupements en difficulté financière, mais il offre chaque année plus de 1,3 milliards aux syndicats de la fonction publique, 50 milliards à des comités Théodule,...

Votre député soutient les professions libérales contre le projet de déréglementation

La préoccupation première de votre député est de défendre le maillage performant et équilibré de notre territoire en matière d'accès aux soins et à la justice.

Si la libre concurrence était décrétée par le gouvernement, les missions de service public exercées par les professions réglementées (médecins, spécialistes, dentistes, opticiens, pharmaciens, notaires, huissiers, greffiers...) seraient gravement remises en cause. Il est illusoire et mensonger pour le gouvernement de dire que les Français vont ainsi retrouver du pouvoir d'achat. Il s'agit seulement d'une manœuvre de diversion.

Ce projet entraînerait une désertification médicale et juridique sans précédent dans les secteurs ruraux et péri urbains. Une perspective à laquelle Franck MARLIN s'oppose résolument.

Education



Enfants épuisés, Maires et parents menacés d'amendes, collectivités asphyxiées : la réforme des rythmes scolaires coûte cher

Jamais une rentrée scolaire n'aura été aussi catastrophique. L'école a pourtant besoin de sérénité. La réforme gouvernementale des rythmes scolaires a tout bouleversé.

Au terme des sept premières semaines d'école, le bilan est accablant. Les nouveaux rythmes scolaires ont entraîné plus de désorganisation que d'améliorations. **Les enfants sont épuisés, les parents à bout, les élus accablés par des dépenses nouvelles et ont même été menacés.** C'est d'ailleurs incroyable que des Maires aient été déférés devant les tribunaux dans le cadre d'une procédure d'urgence alors que, comme à Ballancourt-sur-Essonne ou à Echarcon, il faut attendre des années pour que l'Etat agisse et fasse condamner les personnes qui se sont installées avec leurs caravanes de manière illicite sur le domaine public ou privé.

Votre député a multiplié les interventions pour dénoncer les conséquences de cette réforme qui s'avèrent justifiées ainsi que cette chasse aux élus qui ne faisaient que respecter la voix de leur population. **60% des Français étaient contre ces nouveaux rythmes. Le gouvernement les a ignorés !**

Journée banalisée : les partenaires de l'Education nationale méprisés

Alors que les familles et les communes étaient parvenues à trouver une organisation, la ministre de l'Education nationale n'a rien trouvé de mieux que de tout chambouler avec la mise en place de journées banalisées pour consulter les enseignants sur les programmes. Même ces derniers étaient s'entend, bien entendu, ce « séminaire de réflexion » s'est déroulé sur la nouvelle demi-journée imposée. Affligeant !

Déficits publics, économie, pouvoir d'achat : tous les voyants sont au rouge L'acharnement fiscal sans fin du gouvernement est insupportable

La politique fiscale menée par le gouvernement Valls est censée permettre la réduction des déficits publics et une relance de notre économie. Pourtant, d'année en année depuis l'arrivée au pouvoir de François Hollande, la situation s'aggrave. Et le budget 2015 va encore exiger plus d'efforts des contribuables. La limite du supportable est dépassée !

25 % d'impôts en plus en 2015... Où est passée la « pause fiscale » que personne n'a vue ?

La présentation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, et celle du projet de loi de finances, pour l'année 2015, ne font que confirmer le chemin pris depuis mai 2012.

« L'année dernière, à la même époque, le gouvernement annonçait une "pause fiscale". Non seulement personne ne l'a vue, mais cette pause n'a même pas commencé qu'elle a déjà pris fin ! »



Familles, retraités, veufs, célibataires : des cibles de choix pour le gouvernement

« Ainsi, les branches maladie et famille vont être lourdement mises à contribution en 2015. Tout d'abord, le gel des pensions va se poursuivre. Ensuite, 460 000 retraités vont voir leur taux de CSG passer du taux réduit de 3,8 % au taux normal de 6,6 % au seul motif que nombre d'entre eux faisait appel à une personne les aidant à leur domicile. Vaste programme à l'heure où la lutte contre la dépendance devrait être une priorité, sans parler des effets catastrophiques en termes d'emploi... Pour 2 000 euros brut de pension, cela va représenter une hausse d'impôts de 659 €, c'est-à-dire 25 % d'impôts en plus !

« Pour les familles, après avoir déjà été impactées par deux baisses successives du plafond du quotient familial, la prime de naissance va

être reconsidérée à partir du deuxième enfant, les congés parentaux seront diminués pour les mères alors que les places de crèches manquent cruellement, les aides pour les gardes d'enfants vont être fortement revues à la baisse... Et que dire de la modulation des allocations familiales selon les revenus : car c'est le signe qu'au nom de leur vision de la justice sociale, nombre de prestations comme le remboursement des médicaments pourraient être à l'avenir soumises aux mêmes conditions de ressources. »

La santé des Français n'intéresse pas le gouvernement

« À cela, il faut ajouter un plan d'économies de 3,5 milliards sur les médicaments, de 2,5 Md€ sur la maîtrise des prescriptions, de 2,5 Md€ sur la maîtrise des achats à l'hôpital et de 1,5 Md€ sur la réduction des séjours à l'hôpital. Parallèlement, je note que les crédits alloués à l'Aide Médicale d'Etat (AME), qui permet aux personnes en situation irrégulière d'être soignées et prises en charge à 100 %, seront augmentés de 73 millions d'euros, sachant qu'en 2013 l'AME a coûté 744 millions au lieu des 588 prévus... **Cette AME doit être supprimée.** »

Les collectivités locales étranglées

Alors que les collectivités financent 70 % des investissements publics en France, le gouvernement va les priver de ressources : 11 milliards de dotations en moins d'ici 2017. Comment pourront-elles compenser, elles qui doivent déjà assumer des transferts de charges sans contrepartie financière ? Les efforts de bonne gestion, comme à Étampes où les taux communaux n'ont pas augmenté depuis 6 ans, ne sont pas récompensés. L'Etat creuse les déficits, les collectivités doivent payer !

Il y a pourtant d'autres solutions, plus justes et plus équitables !

► Projets de lois de finances 2015 : les amendements de votre député

S'opposer à la politique gouvernementale, c'est aussi être force de propositions. Franck MARLIN a déposé plus de 130 amendements pour :

- Rétablir la défiscalisation des heures supplémentaires,
- Augmenter la retraite du combattant de 2 points d'indice au 1^{er} juillet 2015,
- Maintenir le montant des allocations familiales pour toutes les familles,
- Augmenter la déduction forfaitaire pour compenser la hausse des charges pesant sur le particulier employeur,
- Supprimer l'augmentation de la CSG pour les retraités payant plus de 61 € d'impôts sur le revenu,
- Rétablir d'un droit de timbre de 30 € pour l'Aide Médicale d'Etat (AME),
- Abaisser la TVA à 5,5 %, au lieu de 10, pour le bois de chauffage,
- Rétablir le dispositif d'indemnité de départ pour les commerçants et artisans partant à la retraite,
- Supprimer l'abaissement (de 11 991 € à 9 960 €) du seuil d'entrée dans la tranche d'imposition à 14 %,...

Stop aux disparités entre le secteur public et le privé

Pour votre député, le maintien de « l'emploi à vie » des agents de la fonction publique territoriale doit faire l'objet d'un débat. Que dire aussi de l'imposition de la participation patronale au financement de la mutuelle qui ne s'applique pas aux agents de la fonction publique pour lesquels les collectivités locales leur font bénéficier d'une aide ? Il n'est pas juste non plus que seuls les salariés du privé aient 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie. Votre député a donc déposé des amendements pour l'application de 1 à 3 jours de carence dans la fonction publique.



**Amendements, propositions de loi, déclarations de votre député...
Encore plus d'informations sur : www.franckmarlin.fr**

Sécurité



Pour la déchéance immédiate de la nationalité et la suppression des allocations pour les Français ayant des activités terroristes

932 Français partis, en instance de départ ou déjà revenus de Syrie ou d'Irak sont actuellement impliqués dans la filière djihadiste. Un nombre qui a bondi de plus de 75 % depuis le début de l'année.

Un constat extrêmement inquiétant pour votre député qui en a appelé non seulement à l'unité nationale mais surtout à l'application la plus stricte des règles de droit : la déchéance de la nationalité pour les binationaux partis aux côtés des djihadistes mais aussi pour ceux impliqués, de près ou de loin, dans des activités terroristes.

Suppression des allocations pour leurs familles aussi

Il demande aussi que toutes leurs prestations sociales et celles de leurs familles soient immédiatement et définitivement supprimées. On ne peut pas à la fois bénéficier des avantages qu'offre une nation, et combattre la République française et ses valeurs !

Budget 2015 : la sécurité n'est pas une priorité gouvernementale

Pour 2015, la police et gendarmerie ne bénéficieront de la création que de 405 postes sur l'ensemble territoire alors qu'il en manque déjà 100 rien qu'en Essonne. C'est donc loin d'être suffisant à l'heure où la délinquance explose dans nos villes et nos villages.

Moins de policiers au quotidien sur le terrain, **c'est aussi pour le gouvernement la possibilité de remettre en cause des projets, tel que celui de la construction d'un nouveau Commissariat à Étampes** pour lequel l'Etat s'était engagé en 2007 ! Au lieu de se préoccuper de sa candidature pour 2017, Monsieur VALLS devrait d'abord s'occuper des Français !

Environnement

Projets éoliens : du grand n'importe quoi !



Des éoliennes à 500 mètres seulement des maisons... Impensable ! **C'est pourtant le souhait d'une société qui veut implanter un parc de 6 éoliennes à Mondeville**, dans une zone protégée. Le Parc naturel régional du Gâtinais français, la commune et la communauté de communes ont délibéré contre, mais la décision appartient au Préfet de Région. D'ores et déjà, votre député a manifesté son opposition à ce projet nuisible à l'environnement et au cadre de vie, dangereuse pour la sécurité et la santé des habitants.

Il combat avec la même force le projet d'installation de 10 éoliennes, à Angerville et à proximité du camping de Monnerville, dans une zone pourtant interdite où s'entraînent le GIGN et le groupement interarmées d'hélicoptères. Il a donc saisi les ministres de la Défense et de l'Intérieur pour demander l'abandon de ce projet car ces groupes « *doivent bénéficier des meilleures conditions d'entraînement pour se préparer à des missions contre le terrorisme* ». Son action a reçu le soutien du Colonel commandant le groupement d'intervention de la gendarmerie nationale.

A10 gratuite pour tous

Alors que le ministre de l'Économie a souligné la « *rentabilité exceptionnelle* » des sociétés concessionnaires d'autoroutes, et que la ministre de l'Écologie propose une diminution des tarifs des péages et une gratuité le week-end, Franck MARLIN a saisi les deux ministres pour demander de nouveau la gratuité des A10/A11 en Île-de-France. Il a également cosigné une proposition de résolution pour la création d'une commission d'enquête sur la régulation des concessions autoroutières.

Gaz de schiste : le besoin de transparence

Les instructions des permis de recherches de gaz de schiste ne font l'objet d'aucune information auprès des élus et des habitants. Votre député est donc intervenu auprès de la ministre de l'Écologie pour lui demander une modification de la réglementation et la mise en place d'information systématique dès le début des procédures.

Agriculture



Franck MARLIN aux côtés du président des jeunes agriculteurs d'Ile-de-France, le 14 septembre 2014.

Lors du « Festival de la terre », en septembre dernier, Franck MARLIN a défendu l'avenir du monde agricole et le maintien des moyens financiers des Chambres d'agriculture qui aident notamment à l'installation des jeunes agriculteurs. En effet, dans le cadre du budget pour 2015, le gouvernement a décidé de leur prélever 90 millions d'euros sur 3 ans alors qu'il leur a confié de nouvelles missions sans recettes complémentaires. Une décision combattue par votre député, par le biais d'une question écrite

et d'amendements. Il est également intervenu sur les préoccupations exprimées par la profession en matière de surfaces d'intérêt écologique (SIE).

ADSL

Depuis de trop nombreuses années, plusieurs secteurs du canton de Méréville ne peuvent avoir un accès internet haut-débit, et sont même parfois inéligibles à l'ADSL. Une situation inacceptable pour des communes situées en Ile-de-France !

Franck MARLIN a donc demandé au Président du Conseil général de l'Essonne et au Préfet que ces zones blanches soient enfin couvertes à l'heure où tous les investissements sont concentrés sur le très haut-débit, au Nord du département...

Intercommunalité : Franck MARLIN défend la proximité

Début septembre, l'État a publié un projet de redécoupage des agglomérations d'Ile-de-France, sans consultation préalable, comme à son habitude. La commune du Coudray-Montceaux, actuellement dans la communauté d'agglomération Seine-Essonne qui compte 67 400 habitants, serait absorbée dans le « Grand Evry », un conglomérat de 7 communautés et 530 000 habitants. **Une intercommunalité, comme une commune, est un lieu de proximité, au service des habitants. Elle ne doit pas être le résultat d'un redécoupage politique servant de parachute doré à un Premier ministre en quête de roue de secours !** Refusant un choix qui impacterait considérablement la qualité de vie des Coudrayiens et la hausse fiscale locale qui en découlerait, **Franck MARLIN a apporté son soutien au Maire du Coudray-Montceaux et à ses habitants** pour refuser cette fusion qui ferait de cette commune une sous-banlieue d'Evry.

Restons en contact !

Plus simple et économique ! Si vous le souhaitez, vous pouvez recevoir la "Lettre d'information" de votre député au format PDF, par courrier électronique, à la place de l'envoi postal. Il vous suffit d'adresser un courriel à : contact@franckmarlin.fr